

## La recherche publique marchandisée : Un non sens pour son efficacité !

Témoignage syndical au procès de COLMAR 09/2011

### Synthèse de l'intervention du représentant du syndicat à la barre du tribunal

Le témoignage de SUD Recherche EPST se situe dans la continuité de la prise de position de notre syndicat suite à l'arrachage de la vigne OGM de Colmar lors de l'été 2010. Si notre syndicat pense que d'autres formes d'actions auraient pu être envisagées, en revanche il partage une bonne partie des arguments qui ont conduit à cette action.

**Le constat que nous faisons est que le modèle de production agricole actuel, qui est un modèle ultra productiviste, a atteint ses limites** et qu'il n'est plus possible d'accepter les dommages environnementaux, sociaux et sanitaires associés à ce modèle. Faut-il rappeler que la moitié des points de surveillance des eaux de surface en France sont classés de qualité « moyenne » à « mauvaise » à cause des pesticides de l'agriculture ? Et au même moment, malgré cette surabondante utilisation de pesticides, on observe la dramatique diminution de 25 % du nombre de fermes entre 2000 et 2010 et la désertification de vastes parties du territoire !

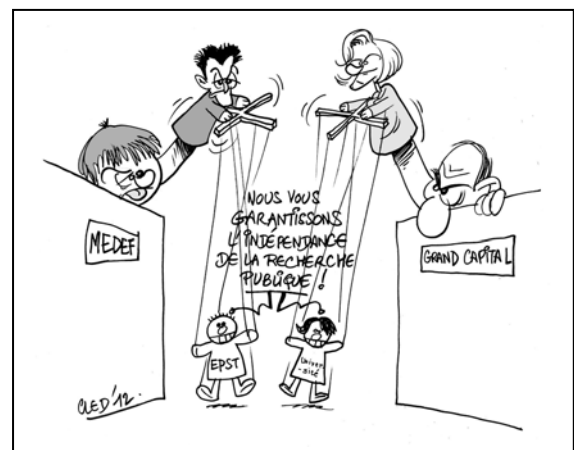
Face à ce constat, face aux défis qui se posent pour l'agriculture du 21<sup>ème</sup> siècle, il est donc nécessaire d'initier une nouvelle révolution agricole pour la mise en œuvre d'une agriculture qui soit respectueuse de l'environnement, des agriculteurs et des consommateurs.

**Cette révolution agricole doit s'appuyer sur une recherche agronomique indépendante des grandes firmes de l'agro-alimentaire qui n'ont pour seul souci que l'accroissement continu de leurs profits, quel qu'en soit le prix à payer en terme de dégâts environnementaux et sociaux.**

Or, l'INRA, en principe un établissement de recherche publique, encourage et même contraint ses chercheurs à développer des partenariats toujours plus étroits avec le secteur privé. Par ailleurs, si la direction de notre Institut affiche des objectifs de développement d'une agroécologie, sans que l'on sache très bien ce qui se cache derrière ces mots, elle reste encore très discrète sur la question de la place de l'agriculture biologique et plus globalement elle continue d'investir massivement sur les biotechnologies en pensant que celles-ci constituent La solution aux problèmes actuels rencontrés par notre agriculture. C'est ainsi que les deux projets phares de l'INRA sélectionnés dans le cadre de l'appel d'offre « Investissements d'Avenir – Biotechnologies et Bioressources » sont des projets basés sur l'utilisation des biotechnologies qui vont drainer une part importante des ressources financières et humaines de notre organisme.

Dans le même temps, une discipline comme l'écologie des paysages qui permet de développer une vision beaucoup plus intégrée de la production agricole au sein de vastes territoires, ou des recherches sur les systèmes de production en agriculture durable sont soutenues *a minima* ou ignorées par l'INRA, alors qu'elles offrent des vraies perspectives de changements pour notre modèle agricole.

Enfin pour clore ce rapide tableau de la situation actuelle de la recherche agronomique, il faut rappeler que parmi les missions des chercheurs, l'une d'elles concerne l'expertise et que **cette expertise ne peut se faire en toute impartialité que s'il n'existe pas de liens, notamment d'ordre financier, entre les experts et les firmes privées.** L'exemple du Médiateur nous a rappelé



récemment les dérives qui surviennent lorsque de tels liens existent. C'est aussi pour cela que la recherche agronomique doit se développer en toute indépendance des multinationales de l'agroalimentaire !!! En ce sens, le choix tout récent d'une responsable de haut niveau de l'industrie agroalimentaire pour prendre une direction scientifique de l'INRA n'est pas un signal rassurant !

**Dans ce cadre général, l'analyse que nous faisons de l'essai de vigne OGM mis en place à Colmar est que cet essai en plein champ ne se justifiait pas d'un point de vue agronomique.**

Les contraintes liées à sa mise en oeuvre en plein champ le rendaient presque inutile de ce point de vue. Il avait pour but essentiel de tenter de redonner une acceptabilité aux essais OGM en plein champ, en commençant par un premier modèle censé être plus acceptable qu'une culture de maïs ou de blé. Le caractère éminemment politique de cet essai se traduisait notamment par la présence prévue de deux ministres lors de l'inauguration.

Aucun d'entre nous n'a le souvenir d'une telle mobilisation gouvernementale pour des travaux basés par exemple sur la mise en oeuvre d'un essai innovant de production « bio ». Pour prendre un exemple, pas loin de l'Alsace, lors de la récente reconversion en agriculture biologique de la station de Mirecourt, nous n'avons pas vu un ministre venir saluer cette initiative marquante... Par ailleurs, alors que l'on nous disait qu'il n'y avait pas de caractère commercial pour cet essai, qu'en est-il vraiment des brevets qui ont été déposés sur les constructions génétiques testées et peut-on nous affirmer qu'une firme comme Monsanto ne pouvait rien revendiquer sur les suites commerciales qui auraient pu être envisagées pour ces portes greffes ?

**Il est assez incompréhensible pour nous de voir la direction de l'INRA s'acharner à toujours investir massivement dans les biotechnologies et dans le modèle agricole productiviste** qui accompagne forcément ces technologies. En effet, les consommateurs refusent très majoritairement de voir des OGM dans leurs assiettes et les retours sur les cultures OGM actuelles montrent combien ces technologies ne résolvent rien et bien au contraire, peuvent générer de nouveaux problèmes. Bien sûr, on nous promet depuis 10 ans de nouveaux OGM parés de toutes les vertus, mais concrètement, ce qui continue de pousser dans les champs, ce sont très majoritairement des OGM résistants aux pesticides des firmes agrochimiques.

Ce sont toutes ces réflexions qui ont conduit SUD Recherche EPST à témoigner au procès des faucheurs qui ont détruit l'essai de vignes à Colmar, avec l'espoir que la direction de notre Institut prendra enfin conscience qu'il est nécessaire de mettre en oeuvre une vraie révolution agronomique et de rompre avec le modèle productiviste actuel. Pendant des années, les militants qui se sont battus contre l'utilisation du nucléaire ont été raillés par nos gouvernants qui assuraient que les risques nucléaires étaient connus et contenus... Après Three Miles Island et Tchernobyl, le drame de Fukushima nous a rappelé qu'il n'en était rien. **Les risques liés aux OGM, même s'ils se sont de nature différente, présentent comme le nucléaire un caractère irréversible qui les rend particulièrement inquiétants...** N'est-ce pas J-L Borloo, Ministre de l'Ecologie, qui au moment du Grenelle de l'environnement disait : « *Sur les OGM, tout le monde est d'accord : on ne peut contrôler la dissémination. Donc, on ne va pas prendre le risque* ».



**Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'action des faucheurs est intervenue au lendemain de la fin des espoirs portés par ce Grenelle, illustré par la déclaration définitive du président Sarkozy au salon de l'agriculture : l'environnement - « ça commence à bien faire ! »**

***Lire aussi la contribution de la branche INRA de SUD-Recherche EPST,  
dans la brochure éditée par la Confédération Paysanne à l'occasion de ce procès***

Brochure : LA RECHERCHE EN PROCES - Cultures OGM : une impasse pour l'INRA ?

Titre de l'article : « **La recherche publique marchandisée : un non sens pour son efficacité, une violence pour ses personnels** »

Après une introduction d'actualité, intégrant les dernières orientations scientifiques prises par l'Institut, il reprend des extraits de 4 publications communes à l'ensemble du syndicat, et accessibles dans leur intégralité sur notre site internet.

Ce document revient ainsi sur :

- La déclaration de SUD-Recherche EPST, suite à l'arrachage de la vigne génétiquement modifiée à Colmar en août 2010. « Essai INRA "plein champ" de Colmar sur la vigne transgénique : un échec qui nécessite de se poser les bonnes questions ! ».
- Le contexte post-Grenelle de l'Environnement dont il nous paraît important d'analyser les suites difficiles au regards des espoirs suscités : « Le Grenelle de l'Environnement lobbytommisé ».
- La position prise par le syndicat dès 2006, sur les Plantes Génétiquement Modifiées : « Pourquoi SUD Recherche EPST est opposé à l'utilisation des PGM dans l'agriculture ? »
- L'analyse globale des dérives actuelles que connaît notre système de recherche publique : « Pour une recherche publique qui soit au service du public et non du profit ! »

**Extraits :**

**Le Grenelle de l'Environnement « lobbytommisé »**

**Le sort réservé au volet agricole du Grenelle de l'Environnement illustre les conséquences désastreuses de la politique menée : zoom sur la question des pesticides...**

Le processus du Grenelle de l'environnement était pourtant porteur d'espoir, réunissant autour d'une même table toutes les parties impliquées dans les questions intéressant « agriculture, environnement et alimentation » et les positions finales, bien qu'incomplètes, constituaient une avancée significative... Ainsi, défiant tous les pronostics, le plan ECOPHYTO 2018 est très ambitieux et volontariste en affichant, pour la première fois en opposition avec le lobby agro-industriel, une volonté de réduire de 50%, si possible, les pesticides en 10 ans. La loi Grenelle 1 votée le 21 octobre 2008 enfonçait le clou pour le volet agricole...

Mais les changements annoncés ont d'abord été démontés par la hargne du lobby agroindustriel à tenter d'une part de démolir un processus inédit... La versatilité des politiques a ensuite été illustrée par les déclarations de N. Sarkozy, tournant le dos aux conclusions du Grenelle, quand il affirme au salon de l'agriculture le 2 mars 2010 : « toutes ces questions d'environnement cela commence à bien faire... ».

**Avec une recherche publique qui reste inféodée au modèle productiviste dominant**

L'INRA possède une bonne partie des compétences pour mener à bien des recherches performantes sur de nouveaux modes de production agricole réduisant au maximum les impacts environnementaux et satisfaisant la demande des consommateurs pour des produits de meilleures qualités. Mais au lieu de saisir cette opportunité, l'institut a fait le choix de continuer à investir massivement dans des recherches visant à prolonger le système productiviste actuel, celles concernant les PGM en étant un des exemples les plus flagrants. Or, si l'INRA ne réalise pas ces recherches, qui d'autre le fera dans un système complètement verrouillé ?

L'INRA tient toujours sa ligne générale de défense du modèle productiviste agricole dominant qui affirme que l'agriculture n'a pas failli, que les pollutions agricoles sont mineures...

**Pour une recherche publique qui soit au service du public et non du profit !**

*Comme dans les autres secteurs (éducation, santé, justice...), la recherche publique est victime d'une soi-disant "modernisation" imposée sous contrainte de « Révision Générale des Politiques Publiques » (RGPP)*

imposée par le gouvernement actuel. Ces attaques s'inscrivent dans le cadre d'une politique européenne définie par le processus de Bologne (1999) et la stratégie de Lisbonne.

### **Mise en miette des structures publiques d'enseignement supérieur et de recherche :**

Transformation des laboratoires de recherche en PME concurrentes sur le marché des agences de moyens, financements aléatoires et de court terme empêchant toute vision au-delà de 3 à 4 ans, précarisation de l'emploi, culture du résultat et de la performance, évaluation politico-technocratique, déréglementation des statuts, alourdissement de la gestion, creusement des inégalités, augmentation du stress et de la souffrance au travail, perte du sens de ce travail...

### **Explosion de la précarité pour les personnels**

L'incertitude du lendemain est un facteur de stress et de souffrance inadmissible dans un Monde globalement riche. Les réformes précarisent le travail de nombreuses personnes (chercheurs mais aussi ingénieurs, techniciens, administratifs) et notamment des jeunes dont les conditions de vie et d'activité peuvent être fortement dégradées par la succession de contrats de courte durée.

La réalité est bien éloignée du discours rassurant, et encore souvent entendu, de la première expérience qui serait un tremplin vers l'emploi stable ! La mise en pièce actuelle des organismes de recherche amplifie la course aux guichets (Europe, ANR, régions), qui sont autant de générateurs de précarité.

Le protocole « TRON » de ce début 2011, censé résorber la précarité, va au contraire la légaliser et l'amplifier, avec l'extension du recours aux CDD et CDI se substituant aux emplois de titulaires, et l'expérimentation de contrats de projet dans certains secteurs, dont la recherche.



Dans le même temps, le gouvernement s'efforce de diviser les personnels titulaires en distribuant à quelques-uns des primes payées par les suppressions d'emplois ou prélevées sur les ressources propres des laboratoires : "prime d'excellence scientifique" pour les chercheurs, "prime de fonction et de résultats" pour les autres, prime d'intéressement collectif...

### **Développement de l'autoritarisme...**

Pour y pallier, nous demandons : La reconnaissance d'un statut de lanceur d'alerte : il s'agit de protéger celles et ceux qui informent les citoyens des risques générés par une innovation. La création d'une clause de conscience : il s'agit de pouvoir refuser de travailler sur des sujets de recherches qui ne prennent pas en compte l'intérêt général.

***Et au-delà de la résistance, pied à pied, contre ces réformes régressives, pour changer la donne :***

- ***l'augmentation substantielle des crédits de soutien de base aux EPST et établissements d'enseignement supérieur par la réorientation de l'argent de l'ANR et du Crédit Impôt Recherche.***
- ***une recherche publique qui ne repose pas sur une succession de projets à courte vue : elle doit se faire avec une pérennité et une indépendance par rapport aux intérêts privés que seuls l'emploi statutaire et le financement sur crédits récurrents de l'Etat peuvent garantir.***
- ***un plan pluriannuel de création d'emplois pour permettre de résorber l'emploi précaire et de développer les activités de manière durable. Pour un vrai contrat de travail de droit public pour tous les doctorants : le salaire de doit pas être négociable de gré à gré entre labo et doctorant.***
- ***la revalorisation substantielle des carrières pour tous, et pour répondre à la baisse du pouvoir d'achat : augmentation uniforme pour tous !***
- ***le maintien d'équipes de recherche équilibrées intégrant pleinement chercheurs, ingénieurs, personnels techniques dans un travail collectif.***